

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

États-Unis : les élections de mi-mandat de 2026 et l'économie américaine

Quels sont les enjeux et quelles seront les conséquences économiques des élections du 3 novembre?

Par Francis Généreux, économiste expert

FAITS SAILLANTS

Les élections de mi-mandat aux États-Unis auront lieu le mardi 3 novembre. Comme c'est le cas tous les deux ans, les Américains choisiront pour le Congrès l'ensemble des membres de la Chambre des représentants et un peu plus du tiers des sénateurs. De plus, il y aura une multitude d'élections à caractère plus régional et local. Le président Donald Trump ne figure pas sur les bulletins de vote, mais il est clair que sa personnalité, sa gestion, ses politiques ainsi que ses nouvelles promesses seront parmi les facteurs qui influenceront le vote des électeurs. L'histoire veut que le parti du président en place, les républicains, cette fois-ci, perde des sièges lors de ces élections. Les sondages les plus récents montrent la même chose alors que les électeurs sont surtout préoccupés par la hausse du coût de la vie. D'autres enjeux, comme l'établissement des centres de données et le développement de l'intelligence artificielle, semblent aussi revêtir une certaine importance. L'élection d'une majorité démocrate dans l'une ou l'autre des chambres du Congrès risque d'amener une certaine paralysie de la politique économique issue de Washington.

La situation actuelle au Congrès

À nouveau, comme tous les deux ans, les électeurs américains sont appelés aux urnes pour choisir les membres du Congrès. Les élections de mi-mandat sont nommées ainsi parce qu'il n'y a pas, au même moment, d'élection à la présidence des États-Unis. Dans ce cas-ci, on se situe au milieu du deuxième mandat du président Donald Trump, qui a été réélu en 2024. Les 435 membres de la Chambre des représentants doivent être choisis pour un mandat de deux ans. Le tiers du Sénat (33 sièges sur 100) doit également être choisi pour des mandats de six ans (en plus de deux élections spéciales pour remplacer formellement le vice-président J.D. Vance en Ohio et le secrétaire d'État Marco Rubio en Floride). En dehors des élections fédérales au Congrès, il y a aussi plusieurs postes en jeu dans les différents États et localités, dont 36 postes de gouverneurs d'État.

Depuis les élections de mi-mandat de 2022, le Parti républicain détient la majorité à la Chambre des représentants. Présentement, les républicains comptent 219 représentants (y compris un membre indépendant qui participe à leur caucus), contre 214 démocrates et 2 postes sont vacants.

Au Sénat, la répartition partisane des sénateurs est de 53 républicains et de 47 démocrates (dont deux indépendants qui participent au caucus démocrate), et ce, depuis l'élection de 2024. Toutefois, comme les républicains ne disposent pas d'une supermajorité de 60 sièges, il demeure relativement difficile de réaliser leur programme législatif, y compris les souhaits du président Trump. L'impasse budgétaire de l'automne 2025, la plus longue de l'histoire américaine, reflète d'ailleurs cette contrainte.

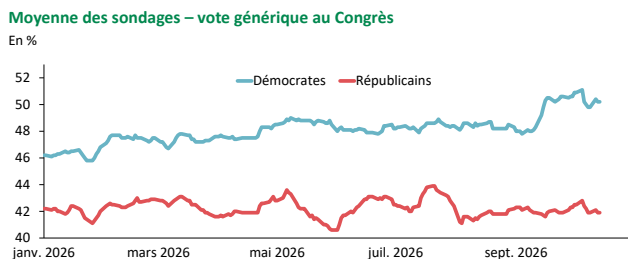
À quoi s'attendre comme résultats?

Il est toujours difficile de prévoir les résultats des élections. Les surprises ont été nombreuses au cours des dernières décennies, aux États-Unis comme ailleurs. Cela dit, jusqu'à maintenant, la plupart des sondages en vue des élections du 3 novembre suggèrent qu'à l'échelle du pays, les électeurs ont l'intention de voter en plus grand nombre pour les candidats démocrates.

Un premier facteur qui joue en faveur des démocrates cette année est qu'un vote prépondérant pour le parti qui ne détient pas la Maison-Blanche représente la norme. Depuis le début du XX^e siècle, le parti du président a perdu des sièges à la Chambre des représentants à toutes les élections de mi-mandat, sauf trois (1934, 1998 et 2002).

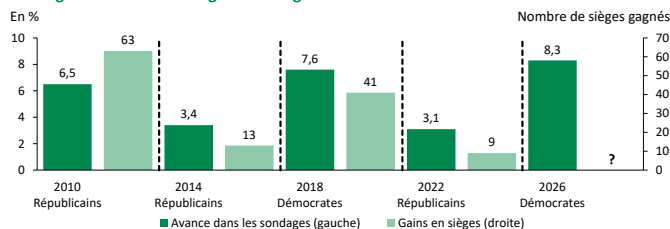
Au moment d'écrire ces lignes, l'écart en faveur de ceux-ci serait d'environ 8 % du vote populaire. Il s'est notamment élargi à partir de la mi-septembre (graphique 1). Une telle divergence entre les intentions de vote semble assez élevée par rapport aux élections de mi-mandat précédentes. Elle permet d'anticiper des gains substantiels à la Chambre des représentants (graphique 2).

Graphique 1
Les récents sondages favorisent les démocrates



Real Clear Politics, Bloomberg et Desjardins, Études économiques

Graphique 2
L'avance dans les sondages laisse croire à des gains démocrates substantiels à la Chambre des représentants
Sondages au 14 octobre et gains en sièges lors de l'élection



Real Clear Politics et Desjardins, Études économiques

Cela dit, des disparités entre le vote populaire et la répartition de sièges sont monnaie courante. Du côté de la Chambre, cela s'explique en partie par la concentration d'électeurs dans les districts fédéraux et aussi par la refonte des cartes électorales en tenant compte d'une répartition géographique partisane (*gerrymandering*). Sous l'appel du président Trump, ces redécoupages ont d'ailleurs été plus nombreux qu'à l'habitude cette année, alors que normalement, de tels exercices s'effectuent après le dévoilement des résultats des recensements décennaux (donc pour les élections de 2022 ou de 2024 depuis le dernier recensement en 2020). En fait, neuf États utiliseront une nouvelle carte électorale pour l'élection de novembre et, au net, il est prévu que ces redécoupages favoriseront les républicains à hauteur de neuf nouveaux sièges, soit 15 républicains (notamment en Floride et au Texas) par rapport à six démocrates (surtout en Californie). Ces modifications pourraient changer la donne et limitent les anticipations de gains déduites des sondages. Il faut aussi tenir compte du fait que, cette année, plusieurs élections à la Chambre des représentants ne seront pas disputées par le membre sortant. Soixante d'entre eux ont annoncé leur retrait de la Chambre, le nombre le plus élevé après celui de 1992, où soixante-cinq départs au total avaient été enregistrés.

Au Sénat, le portrait que l'on peut dessiner pour les élections du 3 novembre est plus flou, bien que, là aussi, la situation paraisse plus favorable aux démocrates. Parmi les 35 sièges en jeu cette année, 22 sont actuellement représentés par des républicains et 13 par des démocrates (graphique 3 à la page 3). La possibilité de faire des gains est donc, en théorie, plus grande pour les démocrates que pour les républicains. De plus, 7 des 22 sièges républicains étaient détenus par des sénateurs qui ne se représentent pas et qui ne profiteront donc pas de l'effet normalement positif d'avoir un candidat déjà titulaire. Cela dit, la répartition géographique montre que plusieurs des sénateurs républicains dont le siège est en jeu sont situés dans des États plutôt sûrs pour eux, notamment dans le Sud et dans les plaines du Midwest. Toutefois, certains sondages par États montrent une percée possible de plusieurs candidats démocrates. Les marges sont très minces, mais les démocrates du Texas, du Maine, de l'Ohio, de la Caroline du Nord et de l'Alaska semblent prêts de faire des gains dans des États représentés par des sénateurs républicains. De plus, toujours selon les récents sondages, les campagnes sont étonnamment serrées au Kansas, en Iowa et en Caroline du Sud. Parmi les sièges en jeu actuellement détenus par des démocrates, les seuls qui semblent à risque sont ceux du Michigan et du Minnesota, bien que les candidats républicains accusent un léger retard dans les sondages. Toujours au moment d'écrire ces lignes, soit vingt jours avant la journée de l'élection, il y avait une probabilité plus grande que les démocrates parviennent à décrocher une mince majorité des 100 sièges du Sénat, soit 52 vis-à-vis 48 républicains. Il reste à voir s'il y aura un changement de tendance d'ici le 3 novembre.

Graphique 3

Élections au Sénat : il y a davantage de postes républicains en jeu

Détention par parti des sièges sénatoriaux en jeu le 3 novembre



U.S. Senate et Desjardins, Études économiques

Quels enjeux économiques motivent les électeurs?

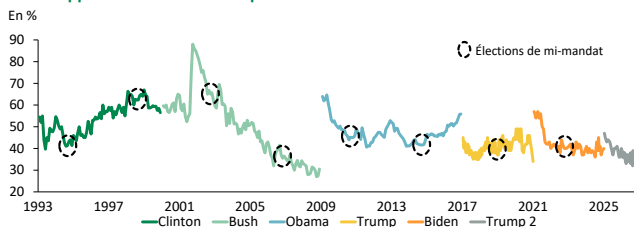
Plusieurs facteurs peuvent influencer le vote de l'électorat durant les élections de mi-mandat. Il y a des impératifs locaux ainsi que des enjeux sociaux. Les stratèges politiques américains usent souvent de thèmes portant sur les valeurs, voire de « guerre culturelle » pour imposer des débats de société au cœur des élections afin de détourner l'attention vers des questions plus favorables à leur parti. L'immigration, la lutte contre la criminalité urbaine et la question de l'identité de genre à l'école et dans le sport font constamment partie du discours du président Trump. L'influence des milliardaires de même que l'éthique du président et de sa famille font partie de l'arsenal des démocrates.

Cela dit, les principaux enjeux de la présente campagne restent tournés vers la politique nationale. La personnalité de Donald Trump et sa mainmise sur le parti républicain (les élections primaires ont su montrer son influence encore très importante dans le choix des candidats à l'élection de novembre) font que les élections de mi-mandat sont pratiquement un référendum sur la performance de l'occupant de la Maison-Blanche. Si c'est bien le cas, la situation sera effectivement difficile pour les républicains alors que le taux d'approbation du président est plutôt faible (graphique 4).

Graphique 4

Le taux d'approbation du président Trump a diminué depuis le début de son deuxième mandat et est maintenant relativement bas

Taux d'approbation du travail du président



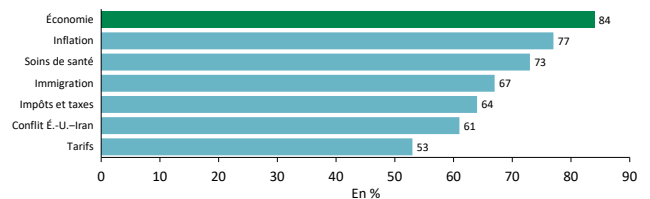
Université de Californie et Desjardins, Études économiques

Cette performance est cependant aussi liée à des impératifs économiques. Et ce sont surtout ces enjeux qui sont au cœur des préoccupations des électeurs. Avant tout, l'économie et l'inflation constituent les priorités des Américains lorsqu'ils effectueront leurs choix en novembre (graphique 5). La question du coût de la vie est même primordiale parce que dans la conjoncture actuelle, les électeurs évaluent la situation économique surtout par la loupe de l'inflation, et ce, avant la santé du marché du travail, avant l'abordabilité du marché de l'habitation et bien avant l'évolution du marché boursier (graphique 6).

Graphique 5

L'économie est le principal enjeu pour les électeurs

Électeurs enregistrés signalant que l'enjeu est très important dans leur choix électoral en 2026*

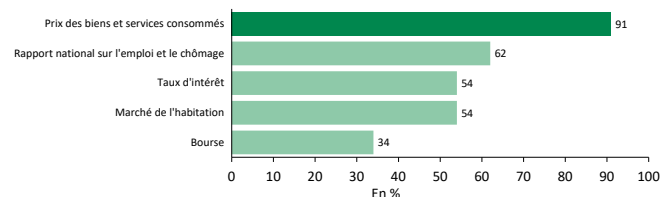


* Sondage du 30 septembre-2 octobre. Plusieurs enjeux peuvent être choisis.
CBS News/YouGov et Desjardins, Études économiques

Graphique 6

La conjoncture économique est présentement surtout évaluée selon l'évolution du coût de la vie

Électeurs enregistrés selon les éléments qu'ils considèrent lorsqu'ils déterminent si l'économie américaine se porte bien ou mal*



* Sondage du 30 septembre-2 octobre.
CBS News/YouGov et Desjardins, Études économiques

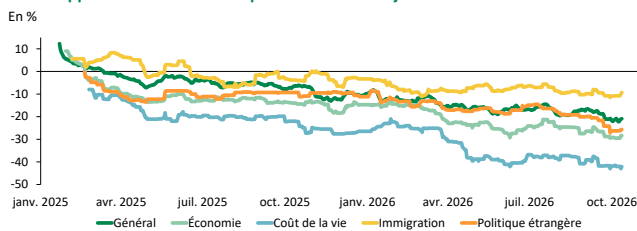
Et c'est là que le bât blesse pour l'administration Trump. Les répondants de presque tous les sondages jugent que sa performance dans le combat contre la hausse du coût de la vie a été inadéquate. L'appréciation du travail du président a diminué à bien des égards depuis les débuts de son deuxième mandat, mais c'est la question des prix qui mine surtout sa popularité (graphique 7 à la page 4). La perception est même qu'en plus de négliger la situation, il lui a carrément nui par le biais de sa politique commerciale et, surtout, par la guerre en Iran. La hausse des prix du pétrole que cette dernière a provoquée et, par ricochet, la poussée des prix de l'essence et du diesel font partie des principaux facteurs qui nuisent aux chances des républicains de faire des gains le 3 novembre (graphique 8 à la page 4). Les électeurs veulent avant tout que les candidats se penchent

sur la question du coût de la vie (graphique 9). La réticence de Donald Trump à prendre au sérieux ce thème (*affordability*) et son insistance à déclarer que l'inflation est en baisse et que l'économie n'a jamais été aussi forte (en opposition à ce qui est perçu par les ménages américains) alimentent l'impopularité du président et des candidats de son parti, notamment chez les électeurs se disant indépendants. Les républicains semblent [tomber dans le même piège \[en anglais seulement\]](#) que l'administration Biden/Harris, qui a aussi été perçue comme ayant négligé cet enjeu. Du même souffle, une majorité nette d'Américains sont prêts à appuyer des candidats qui s'opposent à la fois au conflit avec l'Iran et à la hausse des tarifs douaniers, deux politiques de Trump considérées comme des facteurs d'augmentation du coût de la vie (graphique 10).

Graphique 7

Les Américains sont clairement insatisfaits du travail de Donald Trump au sujet du coût de la vie

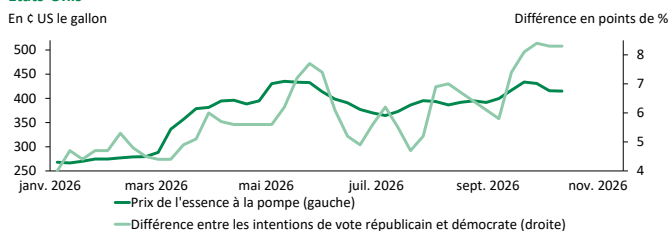
Taux d'approbation du travail du président sur les enjeux



Real Clear Politics, Bloomberg et Desjardins, Études économiques

Graphique 8

La hausse des prix de l'essence semble avoir aidé les intentions de vote démocrates États-Unis

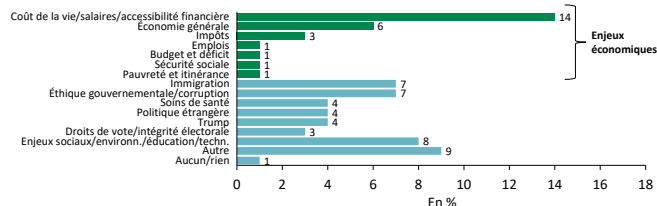


Real Clear Politics, Bloomberg, Energy Information administration et Desjardins, Études économiques

Graphique 9

Les électeurs veulent que l'enjeu du coût de la vie préoccupe aussi les candidats à l'élection de mi-mandat

Quel est l'enjeu dont vous aimeriez le plus entendre parler par les candidats au Congrès?

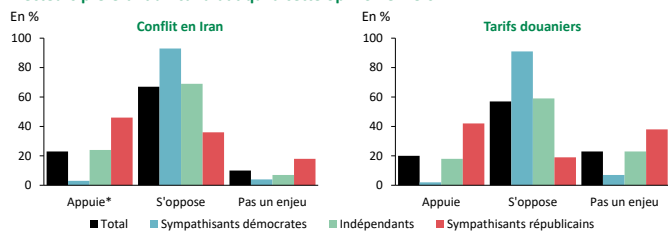


Pew Research Center et Desjardins, Études économiques

Graphique 10

La poursuite de la guerre en Iran ainsi que l'escalade tarifaire sont impopulaires

Électeurs préférant un candidat qui a cette opinion envers :



Appuie = veut que le conflit se poursuive tant que l'Iran ne fait pas davantage de concession.
CBS News/YouGov et Desjardins, Études économiques

Un nouvel enjeu qui perturbe la campagne : l'IA et les centres de données

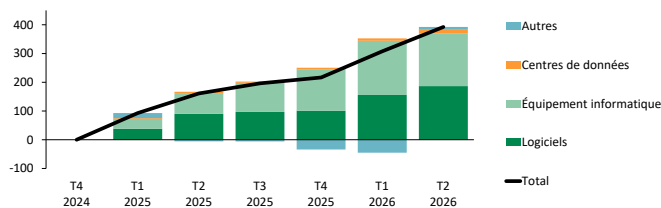
Après le passage législatif des baisses d'impôts en 2025 et la mise en place de sa politique de tarifs douaniers, le programme économique de l'administration Trump repose surtout sur l'essor de l'investissement privé, parfois étranger, sur le territoire américain. Il est d'ailleurs clair que l'investissement a augmenté aux États-Unis depuis la fin de 2024. Ce qui est aussi clair, c'est que ces nouveaux investissements sont largement dominés par les logiciels, l'équipement informatique et, dans une moindre mesure, la construction de centres de données (graphique 11 à la page 5). Dans l'ensemble, la croissance de tous les autres types d'investissements réels est presque inexistante. On remarque donc que l'implémentation de l'intelligence artificielle (IA) prend toute la place et semble évincer le reste. Les besoins de financement qui y sont associés mettent aussi de la pression sur les autres emprunteurs, y compris les gouvernements, et contribuent à la hausse récente des rendements obligataires. [Le site de la Maison-Blanche recensant les nouveaux investissements \[en anglais seulement\]](#) qui seraient attribuables aux politiques de l'administration Trump montre que les plus grandes sommes (hormis les promesses indéterminées des gouvernements étrangers) se trouvent surtout dans le domaine des technologies et de l'IA ou dans la fabrication d'équipements qui y sont liés. On observe aussi cette dynamique dans la construction de centres de données. Avec l'énergie, c'est le seul type de construction

privée qui affiche une croissance depuis le début du deuxième mandat de Donald Trump (graphique 12). Même la construction de nouvelles usines de fabrication est en baisse, malgré la renaissance du secteur manufacturier américain promise par le président.

Graphique 11

Depuis un an, la croissance de l'investissement est presque entièrement venue du secteur informatique
États-Unis – investissement privé non résidentiel réel

Variation cumulative en \$ US de 2017 depuis T4 2024

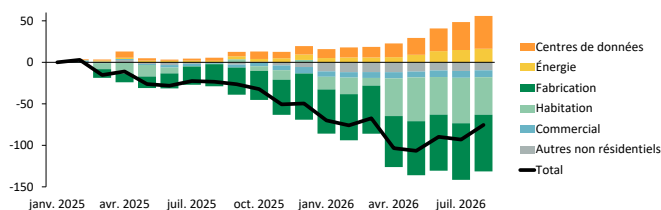


Bureau of Economic Analysis et Desjardins, Études économiques

Graphique 12

Les centres de données sont l'une des seules sources de croissance de la construction
États-Unis – construction privée

Variation en \$ US depuis janvier 2025



Bureau of Economic Analysis et Desjardins, Études économiques

Soucieuse que la croissance économique se poursuive, l'administration ne veut pas tuer la poule aux œufs d'or, d'autant plus que la performance de la Bourse dépend aussi énormément de l'engouement envers l'IA. Au cours des dernières semaines, Donald Trump a redoublé d'ardeur dans son soutien à cette industrie et a rejeté les appels à une surveillance et à une réglementation accrues du secteur de l'IA.

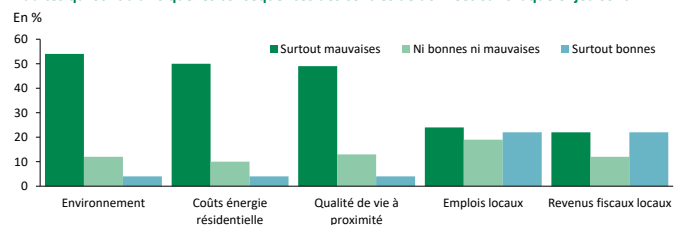
Cet appui sans équivoque pourrait cependant avoir un coût politique lors de l'élection. C'est que la population américaine se méfie de l'utilisation accrue de l'IA dans la vie de tous les jours. Selon un [sondage du Pew Research Center \[en anglais seulement\]](#), 52 % des répondants sont davantage inquiets qu'excités par le phénomène, alors que seuls 9 % ont l'opinion contraire. Par ailleurs, 71 % croient que l'IA entraînera une baisse des emplois. De plus, ces avis défavorables se détériorent à chaque coup de sonde. Les Américains sont aussi de plus en plus réfractaires à l'établissement de nouveaux centres de données dans les localités et perçoivent en majorité des effets négatifs (graphique 13). L'incidence qu'ils constatent sur le

coût et la qualité des services publics (notamment l'électricité) s'ajoute au mécontentement suscité par la hausse du coût de la vie. Les électeurs sont donc bien plus enclins à appuyer des candidats qui s'opposent à la construction de centres de données et à une utilisation accrue de l'IA (graphique 14), ce qui pourrait défavoriser les républicains, étant donné le rôle de porte-étendard de cette industrie joué par le président Trump. Avec le coût de la vie en général et les prix du carburant en particulier, cet enjeu risque d'être l'une des principales « questions de l'urne ».

Graphique 13

Les Américains se méfient des centres de données

Adultes qui sont d'avis que les conséquences des centres de données sur chaque enjeu sont :

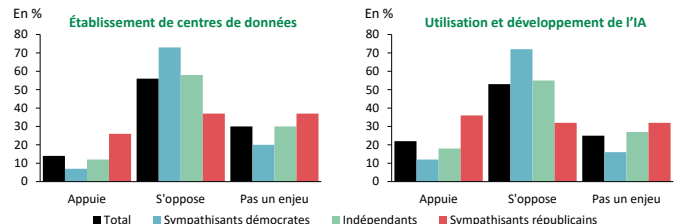


Pew Research Center et Desjardins, Études économiques

Graphique 14

L'établissement de centres de données est impopulaire, même chez les républicains

Électeurs préférant un candidat qui a cette opinion envers :



CBS News/YouGov et Desjardins, Études économiques

Cadeaux électoraux?

Dans le but inavoué de redorer son blason et celui de son parti, tout en cherchant à appuyer les ménages dans un contexte de coût de la vie élevé, le président Trump a annoncé des mesures de transferts monétaires directs à la population américaine. En utilisant des surplus générés par les sommes encaissées par le gouvernement fédéral dans le cadre du programme d'assurance-maladie, communément appelé Obamacare, des chèques de remboursement de 500 \$ US ont commencé à être envoyés à environ 950 000 adultes américains qui faisaient partie du programme. De plus, des sommes de 90 \$ US seront bientôt acheminées à environ 21 millions d'Américains bénéficiaires du programme Medicare. Cependant, l'annonce, ou plutôt la promesse, la plus frappante est celle de verser un

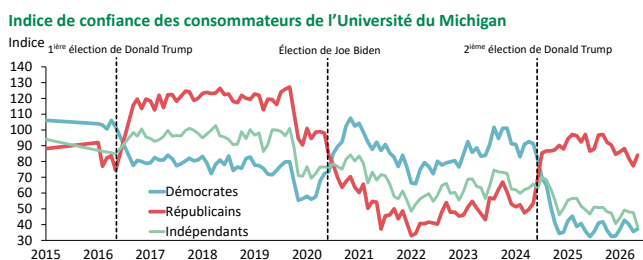
« dividende » de 5 000 \$ US à chaque citoyen adulte américain si les républicains gardent leur majorité au Congrès à la suite de l'élection du 3 novembre. Une telle mesure ne serait pas anodine pour les finances publiques fédérales alors qu'elle risque de coûter près de 1 300 G\$ US. C'est plus que la totalité des versements directs aux ménages effectués pendant la pandémie! Il y a cependant un problème de crédibilité envers cette promesse. Ce n'est pas la première fois pendant ce mandat que Trump fait miroiter des sommes importantes pour les ménages, mais qui ne sont jamais transmises. Il y eut les coupes budgétaires du DOGE (5 000 \$ US), ainsi qu'un dividende de 2 000 \$ US lié aux tarifs. Selon un [sondage YouGov \[en anglais seulement\]](#), seuls 21 % des répondants croient que Donald Trump versera le dividende promis de 5 000 \$ US si les républicains conservent le contrôle du Congrès.

Quelles pourraient être les conséquences économiques de l'élection?

Il est plus difficile de déterminer les conséquences des élections de mi-mandat que celles des élections présidentielles, où les programmes et les promesses sont mieux définis. C'est d'autant plus vrai dans un contexte où les sondages pointent vers un congrès divisé.

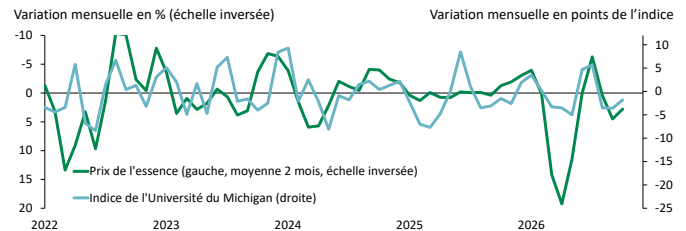
Bien que la croissance économique soit présentement toujours aux rendez-vous, il y a tout de même des éléments d'incertitude qui pourraient être exacerbés par l'issue des élections. On pense avant tout à la confiance des consommateurs. Depuis l'élection de 2024, ce sont les partisans républicains qui soutiennent l'humeur des ménages, alors que les démocrates ainsi que les indépendants sont plutôt déprimés (graphique 15). Des gains démocrates le 3 novembre qui changeraient le contrôle du Congrès risquent de nuire à la confiance des partisans de Donald Trump sans toutefois trop égarer les démocrates, puisque celui-ci reste tout de même en place dans le Bureau ovale. De plus, l'humeur des ménages demeure affectée par l'évolution des prix de l'essence (graphique 16) et, si une situation perçue comme temporaire devient plus permanente, elle pourrait nuire davantage à la consommation des ménages (graphique 17).

Graphique 15
La confiance des sympathisants démocrates est très basse



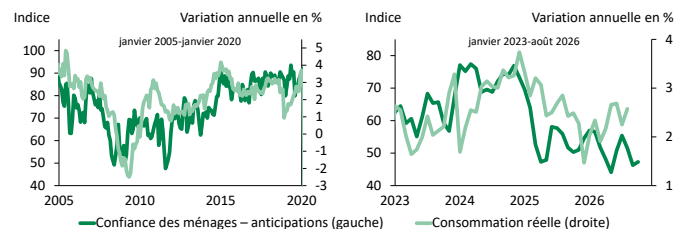
Université du Michigan et Desjardins, Études économiques

Graphique 16
Les mouvements des prix de l'essence ont aussi affecté la confiance des consommateurs



Université du Michigan, Energy Information Administration et Desjardins, Études économiques

Graphique 17
La consommation demeure en progression malgré la faiblesse de la confiance



Université du Michigan, Bureau of Economic Analysis et Desjardins, Études économiques

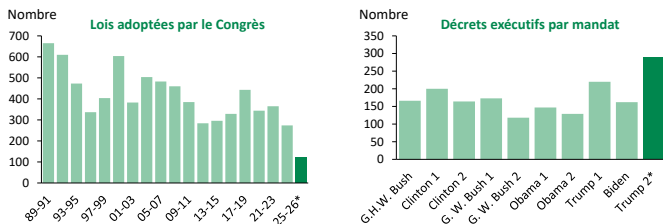
Le président reste en place

Bien que le président ait émis l'opinion que « si les démocrates gagnent, vous connaîtrez une dépression économique semblable à celle de 1929 », il en demeure néanmoins que les élections de mi-mandat n'ont pas l'habitude de bouleverser la politique économique. Le président reste en place et conserve son pouvoir exécutif. Même la manière de fonctionner de Trump n'aura pas à trop changer. Le Congrès actuel a été loin d'être très efficace alors que le nombre de lois promulguées se situe bien en dessous de la moyenne des Congrès précédents. Parallèlement, le président a signé bien plus de décrets présidentiels que ses prédécesseurs, et ce, dans un plus court laps de temps (graphique 18 à la page 7). Il a aussi pratiquement les coudées franches dans plusieurs domaines qui touchent l'économie et la politique commerciale. En ce sens, les tarifs actuellement en place ont été instaurés selon des lois qui n'exigent pas la confirmation du Congrès (contrairement à ceux issus des décrets d'urgence nationale et qui ont été déclarés illégaux par la Cour suprême). De plus, le président garde son droit de veto sur toute loi qui serait adoptée par un Congrès démocrate (qui serait sans doute loin d'avoir une supermajorité des 2/3 dans chaque chambre nécessaire pour passer outre à un veto présidentiel). Les démocrates pourraient vouloir légiférer dans plusieurs domaines, possiblement l'IA et l'aide à l'achat d'une assurance-santé, ou

modifier les lois régissant le pouvoir du président d'instaurer unilatéralement des tarifs douaniers, mais ils se buteraient rapidement au veto présidentiel. Finalement, en plus de ce veto, les sénateurs républicains pourraient aussi utiliser la tactique du *filibuster*, comme l'ont récemment fait les démocrates.

Graphique 18

Malgré les majorités républicaines au Congrès, le président Trump a beaucoup fonctionné par décrets



* En 21 mois seulement.

The American Presidency Project, Govtrack.us et Desjardins, Études économiques

Un congrès divisé : bonne ou mauvaise chose?

Il n'en demeure pas moins qu'un Congrès et une Maison-Blanche divisés risquent d'être une contrainte. Comme ce fut le cas dans le passé, notamment à partir de 2010, lorsque le président Obama a dû faire face à un Congrès à majorité républicaine, ou à partir de 2018, lorsque les démocrates pouvaient s'opposer à Trump, une division des pouvoirs politiques à Washington engendre tout de même une certaine sclérose des politiques publiques. Le défi pour le président actuel de faire adopter un projet de loi qui lui tient à cœur serait donc grand, car cela exigerait nécessairement des tractations et des compromis avec la possible majorité démocrate. Le clivage entre les partis rend ce genre d'exercice difficile pour la plupart des dossiers. Évidemment, une situation d'urgence peut changer la donne. On l'a vu pendant la crise financière et pendant la pandémie.

À cela, il faut ajouter la possibilité de nouvelles batailles politiques concernant le financement des opérations fédérales ou le plafond légal de la dette. Dans le premier cas, les lois actuelles permettent un financement jusqu'au 11 décembre (donc avant le changement de Congrès en janvier). Du côté du plafond de la dette, celui-ci pourrait être atteint entre la fin de l'hiver et le milieu de l'été 2027, selon le Bipartisan Policy Center. Ces étapes pourraient vite devenir une pomme de discorde entre le président Trump et les démocrates. Malgré l'influence que garderait Trump en matière de politique internationale et militaire, le financement des opérations liées au conflit avec l'Iran ou le soutien à Israël risquent d'être particulièrement compliqués.

Finalement, si les résultats de novembre ne font pas mentir les sondages actuels, on peut s'attendre à ce que le Congrès se tourne vers des sujets de nature plus partisane offrant des lignes d'attaque envers l'administration. Le pouvoir d'enquête des différents comités du Congrès risque d'être largement utilisé. Les

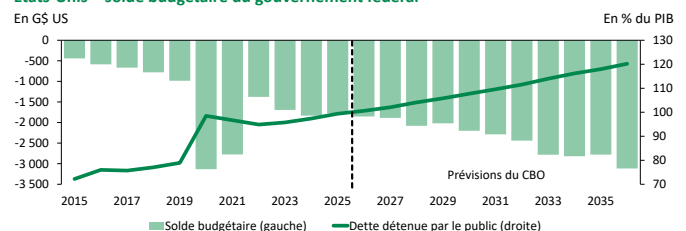
conflits avec la Maison-Blanche pourraient alors se multiplier, sans compter la possibilité d'autres tentatives (probablement infructueuses) d'*impeachment* du président ou de ses ministres.

D'un côté, ces facteurs pourraient empêcher le Congrès et l'administration de mettre en place des programmes de dépenses ou des allègements fiscaux trop coûteux. D'un autre côté, cela pourrait éloigner encore un peu plus les nécessaires efforts qui devront tôt ou tard être faits afin de ramener les finances publiques fédérales sur une tendance moins inquiétante. [Comme nous l'avons souligné récemment](#), il est difficile de mettre en place de véritables politiques de redressement des finances publiques alors qu'il est facile de promettre des mesures qui sont plus susceptibles de nuire. En attendant, les déficits continueront de s'additionner et la dette poursuivra sa hausse (graphique 19), ce qui pourrait inquiéter davantage un marché obligataire qui semble déjà nerveux.

Graphique 19

Selon le CBO, la situation des finances publiques continuera de se détériorer

États-Unis – solde budgétaire du gouvernement fédéral



CBO : Congressional Budget Office
CBO et Desjardins, Études économiques

En conclusion, l'élection du 3 novembre parsème un peu plus d'incertitudes sur une conjoncture qui en est déjà bien assaillie. Les conflits partisans qui pourraient naître d'une possible division entre la Maison-Blanche et le Congrès rendraient encore plus floue la lecture de la situation. De plus, on peut facilement faire le pari que, dès le lendemain de l'élection de mi-mandat, les yeux seront tournés vers la prochaine élection présidentielle, où, pour la première fois depuis 2016, le nom de Donald Trump ne devrait normalement pas figurer sur le bulletin de vote.